

A stylized map of Germany composed of a grid of dots. Some dots are grey, while others are red, highlighting specific regions or points of interest. The map is centered on the page, with the title overlaid on it.

# Le positionnement politique des jeunes en Allemagne

**LUKAS DAUBNER**  
Septembre 2018

- Il n'est pas facile de décrire de façon univoque le positionnement politique de « la » jeunesse. Les données dont on dispose en donnent une image aux multiples facettes : les jeunes sont intéressés par les questions politiques mais jugent la politique partisane ennuyeuse. Lorsqu'ils s'engagent au profit de la collectivité, ils le font de préférence en gardant leur liberté.
- D'une façon générale, ils voient l'avenir avec optimisme, sont ouverts au monde et heureusement peu réceptifs aux idées extrémistes ou populistes. Pour les partis et les syndicats, le grand défi vient du fait que les jeunes s'engagent avant tout dans l'action individuelle, sans contraintes.

« En démocratie, la question du rapport des jeunes à la politique est d'une importance que l'on ne saurait surestimer, car la relation entre la génération montante et la politique influence largement les conditions de reproduction du système démocratique » (Gerdes & Bittlingmayer 2016 : p. 45). Or c'est justement le caractère crucial de ce rapport qui pousse les aînés à formuler des jugements rarement positifs et généralement pessimistes sur les plus jeunes : la « génération zéro envie », la « génération peut-être », la « génération bling-bling », la « génération X,Y,Z ». Ce phénomène n'a rien de nouveau – et en dit certainement plus sur les anciens que sur les jeunes.

A chaque fois qu'apparaît un nouveau moyen de communication – c'est vrai pour la radio comme pour Snapchat – l'incompréhension des aînés face au discours et au comportement des jeunes va croissant. Les nouveaux outils de communication influencent davantage l'univers des jeunes que celui de leurs aînés. Comme le montre la dernière enquête JIM (2016), il est désormais impossible d'imaginer un monde (non limité à la jeunesse) sans smartphones ni internet. Dans le même temps, il est impossible de prévoir en quoi l'utilisation des nouveaux outils d'information et de communication va globalement faire changer la pensée et l'action politiques des jeunes, ainsi que le système politique dans son ensemble. Indépendamment de la question des nouveaux moyens de réception et de diffusion de l'information, plusieurs études permettent d'en savoir plus sur le positionnement et la participation politiques des jeunes en Allemagne. Cet article en donne une vue d'ensemble, sans toutefois permettre d'identifier de clivages entre régions ou entre zones urbaines et zones rurales.

Il est important de garder à l'esprit le rappel de Gerdes et Bittlingmayer (2016 : p. 47) : « La jeunesse » n'est pas un groupe homogène. Les études qui lui sont consacrées couvrent une large fourchette d'âges : 12 à 29 ans. « La jeunesse », c'est « par exemple un brillant élève de 6ème scolarisé tardivement, un compagnon maçon en activité depuis dix ans, une chômeuse de longue durée bénéficiaire de l'aide sociale et un expert diplômé en technologies de l'information ». Remettre en question son homogénéité présumée aide à trouver des réponses concrètes aux questions relatives à la pensée et à l'action politiques de la jeunesse.<sup>1</sup> Il peut être souhaitable, en fonction des personnes concernées, d'imaginer des mesures ou des propositions extrêmement diverses.

## Le comportement électoral des jeunes en Allemagne

A quoi ressemble le comportement électoral des jeunes ? Les résultats des élections montrent qu'ils votent moins pour la CDU et la CSU que pour les Verts, par exemple : « Aux législatives de 2013, 41,5 % de l'électorat avait voté pour la CDU et la CSU mais seulement 31,6 % des 18-24 ans. Le score d'Alliance 90/Les Verts avait été de 8,4 dans l'électorat global contre 11,9 % chez les jeunes, celui du SPD respectivement de 25,7 et 24,5 % » (Gille et al. 2016 : 174).<sup>2</sup> Cependant, avec environ 61 %, la participation des jeunes aux élections est faible et inférieure à la moyenne. La proportion de jeunes parmi les abstentionnistes aux élections législatives a plus que doublé ces vingt dernières années (cf. Gerdes et Bittlingmayer (2016 : p. 53).<sup>3</sup> Les jeunes expriment donc un vote un peu plus progressiste que le reste de la société tout en exerçant moins souvent leur droit de vote.

Des études comme l'enquête Shell ou celle de la FES « Jeune – politique – actif ?! (« *Jung – politisch – aktiv ?!* ») nous renseignent davantage encore sur les orientations (politiques) et la situation des jeunes. Le tableau d'ensemble fourni par les données qu'elles rassemblent constitue un bon point de départ pour comprendre, au-delà des seuls résultats électoraux, comment « fonctionnent » les jeunes.

## Un regard positif sur l'avenir de la société, la démocratie et l'Europe

Entre 1990 et 2006, une majorité de jeunes avait une vision plutôt sombre de l'avenir de la société. Aujourd'hui en revanche, les jeunes envisagent l'avenir avec plus d'optimisme. Des données de 2012 attestent d'un niveau de satisfaction élevé des 15-29 ans vis-à-vis de la démocratie et des institutions démocratiques : « Le fait

1. L'étude SINUS consacrée à l'univers des 14-17 ans distingue sept types de jeunes : « Conservateurs-droite classique », « Flexibles-pragmatiques », « Précaires », « Matérialistes-hédonistes », « Expérimentalistes-hédonistes », « Socio-écologues » et « Expéditifs » (cf. Calmbach et al. 2016 : p. 37-170).

2. Les jeunes peuvent voter aux élections régionales à partir de 16 ans dans les Länder de Brandebourg, Schleswig-Holstein, Brême et Hambourg. Aucun Land ne leur accorde de droit d'éligibilité.

3. Il faut toutefois garder à l'esprit que depuis la création de la République fédérale, le taux de participation des jeunes aux élections a toujours été inférieur à la moyenne. On observe en outre un recul général de la participation (cf. Gerdes & Bittlingmayer 2016 : 53).

de disposer d'une forme de gouvernement démocratique est le critère qui recueille la plus forte approbation. La satisfaction à l'égard de la démocratie ou encore le degré de réalité de la démocratie en Allemagne et donc sa proximité par rapport à l'idéal d'un ordre démocratique enregistrent des scores légèrement inférieurs mais tout de même largement positifs. Le niveau de satisfaction à l'égard de l'action du Gouvernement, ainsi que le niveau de confiance accordée aux institutions et acteurs de la politique au quotidien – y compris de la politique partisane – sont tous les deux de nouveau en baisse. A contrario, la confiance dans les institutions chargées de garantir l'État de droit, plus éloignées du jeu politique, est nettement plus élevée » (Gille et al. 2016 : 168).

Il est intéressant de noter que le Parlement européen jouit d'une confiance beaucoup plus importante auprès des jeunes sondés qu'auprès des plus anciens. C'est peut-être le signe d'une opinion globalement positive à l'égard de la politique européenne et de l'UE (ibid. : p. 171, 177 suiv.).

### La xenophobie fait plus peur que l'immigration

« 29 % seulement des jeunes ont peur de l'immigration, mais près de la moitié ont peur de la xénophobie. (...) En 2002, près de 50 % des jeunes – et même 58 % en 2006 – plaident pour une réduction de l'immigration à destination de l'Allemagne. En 2015, ils n'étaient plus que 37 % (Albert et al. 2016 : p. 24). On relève toutefois de grandes différences entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne : à l'Ouest, un jeune sur trois environ est favorable à une réduction de l'immigration. A l'Est en revanche (Berlin inclus), c'est presque un sur deux (ibid.).

Par la suite, l'étude consacrée au centre et aux opinions d'extrême-droite publiée par la Fondation Friedrich Ebert « *Fragile Mitte – Feindselige Zustände* » a révélé qu'un petit nombre de jeunes sont très favorables à la dictature et à la dédramatisation du national-socialisme (Zick & Klein 2014 : p. 39) : « Les 16-30 ans sont même ceux qui approuvent le plus fortement la dictature et qui banalisent le plus le national-socialisme. Cette tendance vaut autant pour les jeunes Allemands de l'Est que de l'Ouest. Le propos est toutefois à nuancer car dans l'absolu, le pourcentage des 16-30 ans qui partage ces opinions est extrêmement faible » (ibid.).

Il en ressort une image paradoxale de la jeunesse : les jeunes sont plus tolérants et ouverts au monde que la société dans son ensemble, mais affichent dans le même temps, à la marge, des tendances extrémistes. Les hommes jeunes âgés de 15 à 18 ans sont particulièrement « sensibles » aux idéologies radicales. Dans leur quête de sens à donner à leur vie, l'extrémisme religieux ou les thèses d'extrême-droite, avec leurs visions du monde simplificatrices, peuvent apparaître à ces jeunes hommes comme autant de repères rassurants.

### Un patriotisme bienveillant

S'agissant du rapport à la patrie, l'étude Shell conclut à une absence de crispation : 69 % des sondés considèrent l'Allemagne comme un acteur important en matière de politique internationale – sans pour autant souhaiter que l'Allemagne s'engage davantage militairement dans des situations de conflit. Elle est plutôt considérée comme un médiateur. Beaucoup de sondés attachent de l'importance à la bonne qualité des produits allemands. Une majorité juge l'Allemagne attrayante du point de vue culturel et social et pensent qu'elle peut, pour toutes ces raisons, servir d'exemple au reste du monde. « Cette vision fondamentalement positive, partagée par de nombreux migrants, suscite chez beaucoup de jeunes un sentiment de fierté vis-à-vis de leur patrie. 62 % des jeunes sont fiers d'être allemands. Le chiffre atteint même 70 % chez ceux qui ne sont pas issus de l'immigration et 64 % pour ceux dont un parent au moins est né à l'étranger ». (Albert et al. 2016 : p. 27).

### Une foi qui dépend de la communauté religieuse et de l'origine

« Il est fréquent que les jeunes aient une religion mais ne soient pas particulièrement pratiquants. Même si la religion n'est toujours pas ce qu'on pourrait appeler une valeur centrale de la jeunesse, elle reste pour elle un élément durable. Toutefois, les rituels religieux et règles héritées du passé rebutent beaucoup de jeunes ».

« Trois quarts des jeunes musulmans – contre 37 % seulement des jeunes protestants – indiquent que la foi en Dieu est une ligne directrice importante dans leur existence. L'attachement à la religion varie également beaucoup entre anciens et nouveaux Länder. A l'Est, 68 % des

jeunes n'attachent pas d'importance à la religion, contre 45 % seulement à l'Ouest. (...) Mais même au sein de la société est-allemande éloignée de la religion, les jeunes ont légèrement tendance à s'en rapprocher à nouveau ». (Albert et al. 2016).

## Un regard inquiet sur les événements du monde

Les jeunes sont eux aussi sensibles à l'accroissement du risque terroriste et aux conflits comme celui que connaît l'Ukraine. En 2010, ils n'étaient que 44 % à craindre une guerre en Europe ; en 2015 déjà, ils étaient 62 %. Les trois quarts d'entre eux ont peur des attentats. Dans le même temps, ils sont nombreux à approuver l'accueil par l'Allemagne de réfugiés de pays en guerre – avec toutefois la crainte qu'à la longue, ils ne deviennent trop nombreux (Albert et al. 2016 : p. 26).

## La participation politique des jeunes

Au-delà de ces orientations d'ordre général, plusieurs études consacrées aux jeunes concluent qu'ils s'impliquent essentiellement dans des formes de participation non conventionnelles et/ou non institutionnalisées. L'étude de la FES « Jung – politisch – aktiv?! » parue en 2016 distingue de ce fait participation politique au sens strict et participation politique au sens large : elle confirme que les activités individuelles, flexibles et non contraignantes sont plus demandées par les jeunes que les formes de travail classiques dans un cadre soumis à de nombreuses contraintes (cf. Steinwende et al. 2016 : p. 27 suiv.). 42 % des sondés participent « au sens large » à la vie politique et sociale. 58 %, soit une majorité, ne le font pas. Parmi ceux qui s'engagent au service de la politique ou de la société, 57 % ont signé des pétitions, 32 % ont participé à des manifestations, 36 % sont intervenus dans des débats politiques en ligne et 27 % ont publié sur le net des photos/vidéos au contenu à caractère politique.

D'après l'étude, 16 % des sondés sont actifs politiquement au sens étroit du terme, autrement dit engagés dans un parti ou un syndicat. 6 % ont lancé plusieurs pétitions, 13 % ont soutenu des campagnes électorales, 4 % ont participé à des initiatives citoyennes, 5 % ont

assumé un mandat politique et/ou ont été membres d'un parlement de jeunes ou d'une instance communale.

On peut, en voyant ces chiffres, conclure à un rejet de la politique dans ce qu'elle a d'institutionnel de la part des jeunes. L'étude Shell confirme d'ailleurs cette impression : la jeunesse fait aussi peu confiance aux partis qu'aux grandes entreprises, aux églises et aux banques. C'est à la police, aux tribunaux et aux organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement qu'elle fait le plus confiance (Albert et al. 2016 : p. 176 suiv.).

Lorsque les jeunes s'engagent en politique, ils le font donc moins au profit des partis que d'actions en faveur de l'environnement, de la paix ou de la protection des animaux, par exemple. A propos de leur « participation à des pétitions, manifestations et initiatives citoyennes (...) aucune différence notable n'est à relever par rapport à l'ensemble de la société » (Gerdes & Bittlingmayer 2016 : p. 59). Le constat est le même sur le long terme (1988-2008) et pour d'autres formes de protestation : consommer avec discernement et boycotter certains produits est certes une forme de protestation que pratiquent les jeunes, mais pas davantage que l'ensemble de la société (cf. *ibid.*).

## Un intérêt politique qui ne se confond pas avec l'activisme

L'étude de la FES (Steinwende et al. 2016 : p. 26) souligne que « l'existence d'un intérêt politique n'est nullement synonyme de participation à la vie politique ou sociale, y compris dans l'acception la plus large du terme ». A l'inverse, la volonté de participer à une action du type décrit précédemment ne signifie pas que les jeunes se perçoivent comme politiquement actifs : « La participation à la vie politique ou sociale au sens large vaut aussi pour les jeunes peu ou pas du tout intéressés par la politique au sens strict » (*ibid.* : p. 28).

## Le sexe, le niveau d'éducation et l'origine font-ils une différence ?

Outre le type et la fréquence de la participation, les différences socio-économiques entre sondés sont également intéressantes. Plusieurs études montrent que les filles et les jeunes femmes sont en moyenne moins



intéressées par la politique que les garçons et les jeunes hommes (cf. notamment Gille et al. 2016). Cette différence entre les sexes mérite toutefois d'être étudiée de plus près. Indépendamment de l'âge, le désir des jeunes femmes de s'engager en-dehors des institutions demeure par exemple à un niveau élevé et constant. Les jeunes hommes sont eux plus attirés par les partis et les syndicats.

Le niveau d'éducation est aussi un facteur déterminant pour l'intérêt porté à la politique et à la participation : plus l'individu est diplômé, plus il sera généralement intéressé par la politique et moins il se méfiera de son côté institutionnel. L'âge est lui aussi un facteur de défiance. Elle est particulièrement marquée chez les hommes interrogés. D'une façon générale, on peut retenir qu'en prenant de l'âge, les jeunes développent un intérêt croissant pour les questions politiques (cf. Gille 2016 : p. 36 suiv.).

Une origine étrangère ne suffit pas à elle seule à motiver un intérêt ou une absence d'intérêt pour la politique. L'étude de la FES montre par exemple que les jeunes dont un parent est issu de l'immigration s'intéressent un peu plus à la politique que les autres. Lorsqu'aucun des deux parents n'est né en Allemagne, l'intérêt est un peu plus faible que chez les sondés dont les parents sont allemands (cf. *ibid.* : p. 37).

## Perspectives

Comme celui du reste de la population, le positionnement politique des jeunes ne vient pas de nulle part. Il se forge en réaction à la façon dont la société dans son ensemble traite la jeunesse, aux chances (de participation entre autres) qui lui sont offertes ou aux discours ambiants de la société.

Les moins de trente ans ne représentent plus aujourd'hui que 30,6 % de la population. De plus en plus minoritaires, ils risquent de continuer à disparaître du champ de vision de la société – d'autant qu'ils ne sont pas encore tous en âge de voter. Les études présentées ici montrent que les jeunes sont intéressés par la politique et que cet intérêt s'exprime dans l'action. Pour les partis et les syndicats, le grand défi vient du fait que les jeunes s'engagent avant tout dans l'action individuelle, sans contraintes.

Pour la société dans son ensemble, le défi consiste à rendre l'engagement pour la collectivité attrayant pour ceux, nombreux, qui ne sont absolument pas intéressés par la politique. Aucune solution satisfaisante n'a encore été trouvée afin d'offrir aux jeunes une possibilité de participation en accord avec leur univers. Certains aimeraient pourtant beaucoup exprimer davantage leurs difficultés et leurs intérêts (cf. Calmbach et al. 2016).



## Auteur

**Lukas Daubner** a suivi des études de sciences politiques et de sociologie à l'Université de Bielefeld, où il travaille actuellement comme collaborateur scientifique auprès de la Faculté de Sociologie. Il prépare un doctorat consacré aux processus de changement dans l'administration des universités.

## Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Les autres publications de notre série « La gauche et l'identité » sont à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>

Schulze, Bodo; Wulf, Herbert

### **Penser la sécurité de demain**

Plaidoyer pour un nouveau mot d'ordre européen pour la politique de paix et de sécurité  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueeros/paris/14463.pdf>

Steinhilber, Jochen

### **A la recherche d'un sentiment d'appartenance**

<http://library.fes.de/pdf-files/bueeros/paris/14441.pdf>

Saxer, Marc

### **Pour un patriotisme progressiste**

Ou comment les progressistes devraient se réappropriier le concept de patriotisme  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueeros/paris/14372-20180418.pdf>

Betzelt, Sigrid; Bode, Ingo

### **Peur sur l'Etat-providence**

Causes et conséquences  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueeros/paris/14331.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.